

## **Le MJCF organise le 12 novembre 2011 un débat interne sur le socialisme.**

Les Jeunes communistes des Bouches-du-Rhône, avec de nombreuses autres fédérations, ont porté au dernier congrès de la JC l'exigence de clarification de notre projet révolutionnaire. Nous avons mis en avant l'actualité du socialisme, qui a été intégrée dans la résolution de congrès comme « phase transitoire ». Aujourd'hui, il est nécessaire que toute l'organisation s'approprie cet objectif et le lie avec toutes nos luttes.

Le texte qui suit synthétise nos débats préalables à la journée du 12 novembre.

### **1. Validité théorique du socialisme – nécessité de l'analyse des expériences socialistes**

Le capitalisme a fait son temps. Ses crises, qui sont parties intégrantes du système, se reproduisent à un rythme de plus en plus rapproché. Elles sont de plus en plus destructrices. Elles affectent maintenant la quasi-totalité de la planète. Dans le même temps, la socialisation (capitaliste) de la production est portée objectivement à un niveau jamais atteint.

Pour autant, il serait naïf de penser que le capitalisme va tomber tout seul, du simple fait de la nécessité historique, céder la place progressivement à un autre système de production. L'expérience nous montre au contraire qu'il sait se régénérer de ses propres crises.

Il y a vingt ans, forts de la victoire de la contre-révolution à l'est, le capitalisme et l'idéologie dominante enterraient le socialisme et affirmaient leur « pensée unique ».

Aujourd'hui, l'exigence d'une transformation radicale de la société revient en force. Mais le système met tous ses moyens pour contrôler, encadrer sa propre contestation, pour étouffer la perspective du socialisme.

Le réformisme s'évertue ainsi à nier la notion de rupture. Pour nous communistes, la rupture révolutionnaire est la perspective nécessaire et le socialisme est son nom.

Certains mouvements de « gauche » envisage un « altercapitalisme », un capitalisme plus « humain ». C'est impossible. Un objectif comme celui d'un « meilleur partage des richesses » fait accepter la part du capital et légitime le système lui-même.

Dans nos rangs, le débat doit être poussé sur l'utilisation de la notion marxiste de « dépassement du capitalisme » qui ne doit pas être détournée pour nier l'exigence révolutionnaire.

En rétablissant le socialisme comme « phase transitoire », notre dernier congrès s'est heureusement démarqué d'une autre conception fautive, celle du « communisme tout de suite ». Le formidable développement des techniques avec le capitalisme ne conduit pas mécaniquement à la société d'abondance répondant aux besoins. La domination de classe de la bourgeoisie, pluri-centenaire, ne s'effondre pas d'un coup. L'existence transitoire d'un Etat socialiste, d'une planification socialiste est nécessaire.

Le capitalisme est plus que jamais le mode de production dans notre société. Il a étendu, intensifié sa domination sur les peuples mais il n'a pas changé de nature. Nous devons rejeter les assertions selon lesquelles le « monde aurait changé » et donc que le socialisme que les communistes ont défendu au 20<sup>ème</sup> siècle serait obsolète.

Plus que jamais, au fondement du capitalisme se trouve la propriété privée des moyens de production et d'échanges. Plus que jamais, l'appropriation collective par les travailleurs des principaux moyens de production et d'échange, c'est-à-dire le socialisme, est notre perspective de rupture révolutionnaire. Elle ne se confond pas avec les nationalisations en système capitaliste (que nous défendons selon les rapports de force). Elle ne se confond pas avec l'étatisme.

La notion de « socialisme », profondément ancrée dans la mémoire des travailleurs, revient également en force. C'est une chance historique. Cette théorie est la seule qui a permis, à partir de 1917, de mettre à bas le capitalisme. Cette vérité est essentielle.

A notre niveau, il est de notre responsabilité de ne pas la laisser dévoyer, de réaffirmer clairement les fondamentaux du socialisme.

Certaines des principales organisations de la collaboration de classe continuent à s'appeler « socialistes ».

D'autres penseurs de « gauche » n'hésitent pas à s'appropriier le terme, une fois vidé de son sens. C'est un danger que nous devons à tout prix éviter dans notre organisation.

Après 1989, dans le mouvement communiste, la tentation a été grande de plier devant l'idéologie dominante, de pratiquer une sorte « d'autophobie », se traduisant par un rejet total ou par l'indifférence vis-à-vis des expériences socialistes. Cette position révisionniste peut s'allier aujourd'hui, en contradiction apparente, avec une célébration des aspects les plus superficiels de l'histoire de nos organisations et des expériences socialistes : un folklore révolutionnaire cachant l'absence de théorie et de pratique. Notre mouvement doit clairement éviter ces deux travers.

Lors de la préparation de nos précédents congrès, nous avons constaté que notre analyse des expériences socialistes issues de 1917, dans leur diversité, d'abord de celle de l'URSS, restaient grandement à faire, d'un point de vue communiste. Cette question doit être mise à l'ordre du jour.

Dans le feu de l'histoire, tout en poursuivant notre propre réflexion critique, l'expression de notre solidarité, sans réserves, avec les expériences socialistes actuelles, notamment en Amérique latine, en premier lieu à Cuba, est aussi une obligation politique.

Dans le mouvement communiste français, on est passé progressivement de l'évidence de la perspective socialiste à son éviction totale. Pousser le débat dans nos organisations sur cette question essentielle est absolument nécessaire.

La référence théorique du marxisme-léninisme, matrice historique de nos organisations, ne peut pas être abandonnée sans autre forme de procès. Nous devons envisager notre rapport à cette théorie comme étant à actualiser, non pour la revisiter, mais pour rendre cette grille d'analyse lisible dans les conditions actuelles.

Dans l'idée d'actualisation et d'appropriation par les camarades de la perspective du socialisme, nous refusons de tomber dans un débat technique et économiste. L'objectif du socialisme ne doit pas être posé comme une question économique mais comme un choix politique. La question centrale est celle du pouvoir, du passage du pouvoir des mains d'une classe à une autre.

Quelles sont les voies possibles vers le socialisme en France ? A quelles exigences d'organisation répond l'objectif du socialisme ? C'est un enjeu majeur de la période.

## **2. Voies vers le socialisme en France**

Le mouvement communiste français (PCF et MJCF) a engagé depuis des décennies la réflexion sur les voies menant au socialisme en France. Cette réflexion a été interrompue dans les années 90. Il faut qu'elle reprenne, sous peine de voir nos organisations continuer à se fondre dans la « démocratie » bourgeoise et ses institutions.

L'exemple de la Russie de 1917 est inédit. Pourtant, la constitution des Soviets, l'intervention du Parti bolchévique en leur sein, cette forme de démocratie à la base, l'issue révolutionnaire qu'ils ont permise doivent continuer à être analysées dans nos organisations.

Notre lecture de classe de la société est essentielle dans notre conception du rassemblement et de notre organisation pour le socialisme.

Si « 99% » de la population ont intérêt à la chute du capitalisme et à l'avènement du socialisme, ce n'est pas au même point, dans les mêmes conditions de prise de conscience de classe. La notion abandonnée de parti d'avant-garde doit être reconsidérée. La raison d'être des organisations communistes de se tourner vers la classe ouvrière (au sens large), la priorité à l'entreprise, restent valables.

Notre pratique politique, dans la JC, doit découler de cette analyse de classe. L'articulation entre nos campagnes, les revendications immédiates et notre projet de société doit être au centre de nos préoccupations.

Notre conception de l'union et de l'unité des travailleurs dépend de cette analyse de classe. Elle ne peut être confondue, comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui, avec des alliances électorales.

Quels partis ou mouvements représentent réellement, en dehors des nôtres, la classe ouvrière, les couches

intermédiaires ? Comment les organisations communistes peuvent jouer de leurs contradictions pour les amener à une perspective révolutionnaire ?

La stratégie de nos organisations, les alliances, pour aller au socialisme ont varié selon les périodes, l'état du rapport de force. Lors de notre réunion préparatoire, nous avons évoqué deux expériences très différentes : le Chili d'Allende et la « gauche » de Mitterrand en 1981. Elles méritent une analyse complète. Elles ne sont évidemment pas comparables.

Le gouvernement d'Allende, soutenu par le Parti communiste chilien avait pour objectif clair le socialisme. A son arrivée au pouvoir, il nationalise des pans entiers de l'économie et mène une politique en faveur des travailleurs. Cela a représenté un danger immense pour les intérêts des impérialistes qui ont fait payer à Allende et au Chili le prix fort. Mais nous pouvons dire que si Allende et la social-démocratie Chilienne voulait du socialisme, elle ne voulait pas de la révolution. Dans ce sens, elle n'a pas répondu aux appels du parti communiste qui demandait l'armement du peuple pour garantir le pouvoir des travailleurs. Cette distinction, cette contradiction, est cruciale à analyser dans nos rapports avec d'autres organisations qui disent vouloir le socialisme.

L'expérience du gouvernement de « gauche » après 1981 en France n'a évidemment rien à voir. Mitterrand et le PS ont utilisé l'Union de la gauche, le Programme commun, puis sa rupture pour affaiblir le PCF. Le socialisme n'a jamais été leur objectif, comme le « tournant libéral » dès 1983 l'a trahi. Les suites de 1981 ont été désastreuses pour les travailleurs de France, en termes de reculs sociaux, économiques et politiques.

Du côté des organisations communistes, le bilan n'a toujours pas été tiré de cette stratégie. Elle a été reproduite dans la gauche plurielle après 1997 avec pour conséquence un affaiblissement sans précédent. La question est plus que jamais posée aujourd'hui : pourquoi rechercher une union de la petite gauche d'un côté et une nouvelle union de la gauche de l'autre avec des « partenaires » si éloignés de toute perspective socialiste ?

En 2011, le mouvement communiste français reste à la croisée des chemins. Il ne peut pas s'exonérer de la réflexion sur le socialisme, d'un débat ouvert, contradictoire, ancré dans la réalité du mouvement de classe. Sans reconsidération de la perspective socialiste, le risque se précise de finir de perdre l'acquis historique du mouvement communiste, de tomber dans le réformisme européen (PGE, CES, ENDYL, ...) tel que l'idéologie dominante le construit.

Cette réflexion ne peut se limiter à la France. Une des priorités réside dans l'échange la coordination des organisations communistes au plan international. Le débat sur la perspective et les voies pour le socialisme traverse l'ensemble du mouvement communiste international.

Confrontés à une offensive extrêmement violente du capital, les partis communistes de Grèce ou du Portugal, font face. Ils ne s'exonèrent pas d'une réflexion de fond sur leur conception du socialisme en regard de l'histoire du mouvement communiste international. C'est le cas tout autant de leurs organisations de jeunesse. Le MJCF doit s'inspirer de ces démarches.

Ce texte n'a pas pour vocation de fixer une position définitive, il est une piste de réflexion pour l'ensemble des militants communistes. Plus notre organisation se renforce, grâce à notre activité militante, plus l'exigence de préciser notre projet de société socialiste se fait grande !